



DE GAULLE ET LE DESTIN DE LA FRANCE

Tandis que notre revue va sous presse, la situation, en France, n'est pas encore claire. Le Président de Gaulle qui se trouvait en Roumanie au moment où les désordres ont commencé, est parvenu, pour le moment, à ressaisir le gouvernement. Que va nous apporter le proche avenir?

Le général de Gaulle a pris en main le destin de son pays, en 1958, à une période particulièrement dramatique pour la France: le chaos en Algérie, le chaos à l'intérieur. M. Pflimlin, alors Président du Conseil, dut démissionner et le Président de la République, M. Coty, déclara à ce moment que la seule solution possible s'appelait de Gaulle. Si l'Assemblée ne l'avait pas accepté, il aurait démissionné. L'Assemblée et de Gaulle acceptèrent et des ruines de la IV^e République naquit la République présidentielle du général, la Ve. Pour la France, ce fut le salut. A un journaliste qui lui demandait comment avait eu lieu le coup d'Etat, de Gaulle répondit: « Quel coup d'Etat? L'Etat n'existait plus... ».

Tous ceux qui ont suivi ces dix années de politique française doivent reconnaître que de Gaulle a apporté à son pays l'ordre, le bien-être, le prestige.

Sur le plan international il a cherché à rendre la France — et indirectement l'Europe — libre de décider de son destin, sans interférences étrangères sur le continent. Cette politique n'a pas été approuvée ou comprise par tous. Le drame vient de ce que ce sont précisément les Européens qui ne croient pas à la force de l'Europe; l'Europe de l'Atlantique à la Mer Noire, qui compte environ 414 millions d'hommes: plus que les Américains du Nord et les Russes réunis.

Sur le plan intérieur de Gaulle a renforcé l'économie du pays, une économie qui aujourd'hui menace de s'écrouler sous l'action de quelques « agités » type Cohn-Bendit, marchandise d'importation qui prétend imposer à un pays qui n'est pas le sien l'« ordre » ou plutôt le désordre voulu par Pékin.

Les communistes traitent de Gaulle de... dictateur. Un dictateur qui a vu les cortèges et les barricades, les batailles de rue que MM. Waldeck-Rochet, Mendès-France et Mitterrand « téléguident » dans les coulisses, les pieds dans leurs pantoufles et qui n'a pas encore fait arrêter et emprisonner des hommes qui veulent en réalité transformer la République en tyrannie maoïste?

Nous pensons que la France, comme tous les pays libres doit avoir un régime parlementaire, avec un gouvernement élu et son opposition. C'est aussi ce que croit, ce que veut de Gaulle. Et ceux qui ne croient pas à ce système sont précisément les aspirants dictateurs, les divers Cohn-Bendit, Waldeck-Rochet et Mendès-France qui ont déjà fait, en quelques jours, tant de mal à la France et qui risquent d'entraîner l'Europe dans leurs insalubres jeux politiques.

DE GAULLE EN ROUMANIE

La visite du général de Gaulle en Roumanie : un vrai triomphe. Depuis plus d'un quart de siècle, la Roumanie pays latin et chrétien, avait perdu contact avec l'Occident auquel elle est liée si intimement et si profondément par l'histoire, la culture, la civilisation et surtout par sa langue et sa race d'origines latines.

Par sa présence, son prestige personnel, sa sage politique européenne qui place l'indépendance et la dignité de notre continent au-dessus des « blocs » et des idéologies, le Président Charles de Gaulle a fait reflourir sur les rives du Danube les espoirs et les poignantes nostalgies que suscite le retour d'un visage aimé : le visage de cette France généreuse, éternelle, sans laquelle l'Europe ne peut marcher vers son destin et à qui la Roumanie doit une si grande partie de son histoire.

Fleurs et larmes de joie ont accueilli en tous lieux le chef de l'Etat français. C'était, ouvertement déclaré, le sentiment de la foule roumaine comprenant que son pays n'était plus seul, qu'il n'était pas oublié et que la France — et avec elle le monde occidental — sont auprès d'elle.

**Vous êtes faits, vous
les Roumains
pour vivre en Roumains**

Le général de Gaulle a dit, notamment :

« Nous avons à faire l'Europe d'un bout à l'autre, sans rideau de fer, où toutes les nations soient maîtresses de leur destin et coopèrent ensemble pour le progrès et pour la paix. C'est cela que l'Europe cherche à faire depuis mille ans et c'est ce que nous devons faire, vous et nous, si vous le voulez bien. Alors, Roumains et Français, aidons-nous dans l'économie, dans la culture, dans la technique, dans la politique. Voilà quel est notre devoir commun. La France et la Roumanie sont en marche vers un même but qui s'appelle l'Europe, la paix du monde et le progrès des hommes. »

» De mes entretiens avec M. Ceausescu, j'emporte une confiance entière dans notre amitié et notre action commune. De tout

ce que j'ai vu et entendu ici j'emporte un souvenir inoubliable.»

«Vous êtes faits, vous les Roumains, pour vivre en Roumains.»

**Coopération pour la
construction
d'une Europe nouvelle**

M. Ceausescu fut plus précis. Le chef de l'Etat roumain avait, en effet, saisi l'occasion de ce meeting pour « répondre » au discours de son invité devant le Parlement de Bucarest. Ou tout au moins, car il n'était nullement question de polémiquer, pour y juxtaposer la politique de son gouvernement. Dans l'ensemble ce fut une déclaration de « loyauté socialiste » formulée avec une grande modération, mais en termes parfaitement orthodoxes. M. Ceausescu rendit hommage à deux reprises à l'Union soviétique, qui « joue un rôle remarquable dans l'arène mondiale », dénonça « les milieux néo-nazis, revanchards, ignorants des leçons implacables de l'Histoire, qui essaient de nouveau de s'imposer dans la vie politique », demanda la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et suggéra aussi que « la reconnaissance de l'existence des deux Etats allemands, et par conséquent le développement des relations normales avec ceux-ci, contribuerait... à la création de conditions permettant au peuple allemand de participer à la réalisation des aspirations à la paix et à la sécurité en Europe ».

Sans reprendre les formules plus enthousiastes du général de Gaulle appelant à une « action commune » pour la construction d'une Europe nouvelle, M. Ceausescu fut d'accord pour que les deux pays « manifestent vigoureusement » leur coopération pour le règlement « des problèmes majeurs de la vie internationale actuelle ».

LA DECLARATION FRANCO-ROUMAINE

« Les discussions se sont déroulées dans le climat de cordialité correspondant à la profonde sympathie qui a toujours uni les deux pays. Elles ont donné lieu à de larges échanges de vues sur les rapports franco-roumains et sur les principaux problèmes internationaux.

« Les deux chefs d'Etat ont constaté avec satisfaction que les rapports entre les peuples français et roumain, qui ont toujours été fondés sur l'amitié et l'estime mutuelles, connaissent à présent un développement continu. Ils considèrent que toutes les conditions sont réunies pour élargir, au cours des années à venir, la coopération franco-roumaine dans l'intérêt des deux peuples et dans celui de la détente et de la paix en Europe et dans le monde.

« Les conversations ont fourni l'occasion de souligner l'utilité des contacts et des visites réciproques pour une meilleure connaissance mutuelle et pour le renforcement de la coopération entre les deux pays. Ils suffit à cet égard de rappeler l'importance de la visite effectuée en France par le président du conseil des ministres de Roumanie, ainsi que de celles qu'ont échangées les ministres des affaires étrangères des deux pays.

« Dans le domaine économique, l'augmentation constante des échanges commerciaux, en application de l'accord à long terme du 8 février 1965, été spécialement soulignée. Les deux parties ont exprimé leur volonté de rechercher des moyens propres à diversifier ces échanges. en vue d'assurer leur développement équilibré.

« Les deux chefs d'Etat ont jugé que le niveau de l'industrie et de la technique en France de même que le potentiel économique en plein développement de la Roumanie offrent des possibilités accrues d'intensifier la coopération économique, technique et scientifique franco-roumaine sur des bases réciproquement avantageuses. Les deux gouvernements rechercheront tous les moyens propres à intensifier les relations entre les organismes et les entreprises des deux pays sur la base de l'accord de coopération économique et industrielle du 2 février 1967.

« Il s'agit notamment d'élargir la coopération en ce qui concerne les industries chimiques et mécaniques, l'électronique, la construction navale, la technique de l'irrigation



ainsi que les applications à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire.

« Les deux parties sont tombées d'accord pour encourager le développement de la coopération scientifique et technique franco-roumaine dans le cadre de l'arrangement du 31 juillet 1964, en facilitant les échanges de professeurs, de savants et de techniciens, la réalisation de recherches communes dans les domaines d'intérêt mutuel et la coopération entre les grandes institutions scientifiques des deux pays.

« Il a été pris note avec satisfaction des résultats très encourageants des premiers échanges de vues en matière d'informatique intervenus entre les organismes compétents de France et de Roumanie.

« En vue d'intensifier les échanges et la coopération dans les domaines d'intérêt commun, les deux gouvernements sont convenus d'instituer au niveau gouvernemental une commission de coopération chargée de suivre régulièrement l'exécution des accords en vigueur dans les domaines économique, te-

chnique et scientifique, et de rechercher de nouvelles possibilités de coopération.

« Le séjour du président de la République française en Roumanie a été l'occasion d'examiner, sous tous leurs aspects, les rapports culturels entre les deux pays. Il existe dans ces domaines une riche tradition, fruit des relations fécondes établies, depuis bien des années, entre les peuples français et roumain et fondées sur leurs affinités spirituelles et linguistiques.

LES ECHANGES CULTURELS

« Les deux parties entendent développer les contacts entre savants, écrivains et artistes et favoriser la mise en oeuvre des accords de coopération conclus entre les institutions spécialisées des deux pays.

« En vue d'une meilleure diffusion des valeurs de civilisation et de culture des deux nations, il a été décidé de créer, sur la base de la réciprocité, des bibliothèques française et roumaine à Bucarest et à Paris et des centres de documentation technique et scientifique, dont les statuts seront établis ultérieurement par voie de négociation.

« Pour contribuer au développement des relations entre la France et la Roumanie, le ministre français des affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, et le premier adjoint du ministre roumain des affaires étrangères, M. George Macovescu, ont signé, le 18 mai 1968, une convention consulaire. Des pourparlers seront entamés en vue de la conclusion d'un accord d'assistance judiciaire.

LES PROBLEMES INTERNATIONAUX

« L'examen des problèmes internationaux a permis de constater l'accord de la France et de la Roumanie sur les principes qui doivent régir les rapports entre Etats: indépendance et souveraineté des nations, petites et grandes, non-ingérence dans les affaires intérieures, recherche de rapports amicaux avec tous les pays, développement entre tous des échanges et de la coopération, maintien ou rétablissement de la paix partout dans le monde.

« Seul le respect de ces principes peut assurer les conditions nécessaires pour que

chaque pays, quel qu'il soit, contribue au progrès matériel et à l'épanouissement spirituel des nations, à la sauvegarde de la paix et au développement de l'esprit de compréhension et de coopération entre Etats.

LA SECURITE DE L'EUROPE

« Les deux chefs d'Etat ont souligné au cours de leurs entretiens l'importance que la France et la Roumanie attachent aux problèmes européens et à la sécurité du continent.

« Ils ont constaté avec satisfaction les progrès accomplis vers l'établissement d'une situation normale en Europe, c'est-à-dire dans la voie de la détente et de la coopération. Ils ont souligné l'importante contribution que la France et la Roumanie apportent à cette direction, qui est conforme à la vocation et aux traditions de leurs pays.

« Il s'agit, pour toutes les nations européennes, de développer leurs relations dans tous les domaines et, en surmontant les obstacles qui s'y opposent encore, d'ouvrir la voie à une coopération de l'Europe entière. Cette évolution créera peu à peu les conditions permettant la discussion des grands problèmes qui se posent et dont le règlement conditionne l'établissement d'une paix véritable fondée sur l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats de l'Europe. Une étroite coopération entre la France et la Roumanie apportera une contribution positive à une telle évolution.

« Les entretiens ont porté également sur la situation au Vietnam. Les deux parties, qui partagent la même inquiétude devant la poursuite de la guerre, ont exprimé leur satisfaction concernant l'ouverture à Paris de conversations entre les représentants des Etats-Unis et de la République du Vietnam. Elles espèrent que ces conversations mèneront d'abord à l'arrêt des bombardements et assureront la cessation des combats et le retour à la paix sur la base des accords de Genève de 1954, ainsi que le droit du peuple vietnamien de disposer de lui-même.

LE MOYEN ORIENT

« Les deux chefs d'Etat ont examiné l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Ils ont exprimé leurs inquiétudes devant les dan-

gers que comporte la prolongation de la situation actuelle et souligné l'urgence de la mise en application de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 22 novembre 1967 en vue d'un règlement pacifique et durable des problèmes de cette région du monde.

» Les deux parties ont souligné l'importance de l'O.N.U. pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Elles ont mis en relief la nécessité de la renforcer sur la base de l'universalité et du respect des principes de la charte.

» La visite du général de Gaulle était la première effectuée en Roumanie par un chef d'Etat français. Elle a témoigné des relations étroites qui existent entre les deux pays et constituera une étape essentielle dans le dé-

veloppement de cette amitié séculaire. Elle donnera, pour le plus grand bénéfice de la détente et de la paix un nouvel essor aux relations franco-roumaines dans tous les domaines.

M. Ceausescu invité en France

« Le président de la République française a invité M. Ceausescu, président du Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie à se rendre en France en visite officielle, accompagné de Mme Ceausescu. Cette invitation a été acceptée avec plaisir, la date en sera fixée ultérieurement par la voie diplomatique ».

UNE INTERVIEW DE M. NICOLA CEAUSESCU

L'envoyé spécial du quotidien français « Le Figaro » à Bucarest a eu une longue conversation avec M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain. Voici quelques extraits de cette interview:

Une Europe des Nations de l'Atlantique au Prut

Sans s'éloigner d'un socialisme authentique, rigoureux, la Roumanie a, dans un passé récent, démontré avec fermeté qu'elle était décidée à interpréter de manière souple les textes qui la lient aux pays communistes.

L'établissement de relations diplomatiques avec Bonn, son attitude pendant et après le conflit du Moyen-Orient, ses prises de position à l'égard de l'accord sur la nonprolifération des armes nucléaires, sa décision dûment motivée de quitter la conférence consultative des partis communistes de Budapest en février dernier, le soutien apporté à « la voie socialiste tchécoslovaque » figurent, entre autres, en bonne place dans le cadre de la personnalisation de sa politique étrangère. Et n'est-ce pas, en vérité, au général de Gaulle que s'adressait par avance M. Ceausescu, dans son discours de Constantza, le 12 avril dernier, lorsqu'il déclarait: « Des conditions favorables existent pour la solution du problème de la sécurité européenne sur



les bases de l'indépendance de chaque nation... Il est nécessaire pour nous de trouver le moyen de rallier toutes les forces du continent éprises de paix... Nous nous employons à élargir la coopération avec tous les pays du monde indifféremment de leur système social, partant du point de vue que les intérêts de tous les peuples exigent une action commune en vue de prévenir une nouvelle guerre mondiale ». Voilà, certes, un langage qui ne saurait en aucune manière choquer l'Elysée. Construire l'Europe des Nations de l'Atlantique à l'Oural (ou plus exactement de l'Atlantique au Prut, qui dé-

limite la frontière de la Roumanie avec l'U.R.S.S., estiment quant à eux les Roumains), œuvrer à travers le monde, par tous les moyens, dans le sens de la paix, ne sont-ce point là matières qui tiennent à cœur au général de Gaulle?

Bien qu'amputée depuis 1945 de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, au profit de l'U.R.S.S. et de la partie sud de la Dobroudja au bénéfice de la Bulgarie, c'est au demeurant une Roumanie en plein essor industriel, engagée dans une profonde réforme économique, administrative et politique, que le président de la République va découvrir.

Politiques parallèles

Parcourant le chemin inverse de celui inauguré à Prague (démocratisation intérieure d'abord), M. Ceausescu a commencé par affirmer progressivement son indépendance dans le domaine extérieur — sans pour cela quitter le Comecon — encore que les échanges commerciaux de Bucarest avec la Russie soient tombés de près de 50% en 1959 à moins de 35% aujourd'hui.

« Nous avons suivi à l'égard de Moscou une politique parallèle à celle que vous avez adoptée à l'égard de Washington, ai-je souvent entendu dire à Bucarest: libre arbitre n'entraîne pas reniement ». Ayant donc pris ses distances sur le plan international, M. Ceausescu s'est engagé fin avril sur la voie de la libéralisation intérieure en entamant un processus de réhabilitation et de condamnation qui n'a pas épargné l'un des pères de la République de 1947, M. Georghiu Dej. « Nous devons développer encore notre démocratie socialiste... Il nous reste beaucoup à faire. Il nous faut atteindre au stade où l'homme puisse se sentir parfaitement libre et son propre maître », a déclaré le premier secrétaire du parti communiste devant le plenum du comité central: rare courage et sens aigü des réalités.

Jusqu'où pourront aller les conversations avec des interlocuteurs particulièrement ouverts et avertis des problèmes de l'heure? Les observateurs de la capitale roumaine estiment que les succès enregistrés à l'occasion de la visite du général de Gaulle pourraient aller au-delà des prévisions les plus optimistes. Bucarest, comme Paris, croit en

effet à la vertu des contacts bilatéraux lorsqu'ils sont sincères et suivis de réalisations pratiques.

« Jetez un petit caillou dans un lac aux eaux calmes, l'onde de choc se déplace en vagues légères et concentriques autour du point d'impact. Imaginez qu'un peu plus loin, d'autres personnes fassent de même. Peu à peu, les cercles s'interpénètrent harmonieusement jusqu'à rider de façon imperceptible la surface des eaux et à leur façonner un nouveau visage sans nuire pour autant à leur immuable stabilité. C'est ainsi que j'entends de saines et productives relations internationales qui, de proche en proche, créent un réseau de solidarité infiniment plus efficace et subtil que toutes les grandes organisations internationales qui ignorent les personnalités des Etats et se trouvent un jour ou l'autre par la force des choses frappées de paralysie.

Cette confiance d'un confrère roumain semble rejoindre, en dépit de son lyrisme philosophique, les thèses défendues depuis de nombreuses années par M. Ceausescu lui-même.

Le général de Gaulle:

« Je suis heureux d'être venu... »

Bucarest, 20 mai (A.F.P.) — Avant son départ pour Paris, le général de Gaulle a prononcé une allocution à la télévision roumaine. Il a dit notamment:

« Je suis heureux d'être venu. Car, à côté des belles et nobles choses que le passé vous a léguées, j'ai vu quels progrès modernes vous êtes en train d'accomplir, dans l'industrie, l'agriculture, l'enseignement, la technique. J'ai vu vos usines en plein rendement, vos champs très bien cultivés, vos jeunes gens remplis d'ardeur, vos professeurs, ingénieurs, spécialistes, débordant de capacités. Mais aussi j'ai vu votre peuple, fier actif et bien vivant. Aucun pays du monde ne pourrait s'en réjouir plus que la France qui, depuis toujours et surtout aujourd'hui, aime et estime la Roumanie, la France qui souhaite ardemment la voir forte et prospère, la France qui compte la trouver à ses côtés afin d'aider notre Europe à respirer enfin librement, grâce à l'indépendance de chaque nation, à la fin des blocs opposés, à la franche coopération établie d'un bout à l'autre pour la paix et pour le progrès ».

Ce que pense de l'europhisme le plus authentique des Conservateurs anglais.

L'ANGLETERRE

et ses

PROBLÈMES EUROPÉENS

Nus publions ci-dessous une interview de C. Michael-Titus notre correspondant permanent en Angleterre avec RT. Hon. E. Enoch Powell MBE, M.P.

Monsieur Enoch Powell, membre du Conseil de la Couronne et député conservateur de Wolverhampton Sud-Ouest, est âgé de 55 ans. C'est à l'heure actuelle un des leaders conservateur les plus populaires. Le Daily Telegraph du 7 mai nous informe qu'à la suite d'un sondage de l'opinion publique, le Gallup Poll a trouvé que 74% des Anglais approuvent le nationalisme traditionnel conservateur de M. Powell, nationalisme si lucidement exprimé dans son discours du 20 avril à Birmingham sur le problème de l'immigration en Angleterre. A la suite de ce discours, il y a eu un conflit d'opinion quant au ton ouvert du discours, entre M. Heath, le chef du parti conservateur et M. Powell. Tout en reconnaissant que M. Powell avait exprimé en essence la ligne officielle du parti, M. Heath, pour des raisons personnelles, a informé M. Powell que, pour le moment, il ne sera plus le porte-parole de l'opposition pour la Défense. Cette décision a été mal interprétée par les correspondants étrangers à Londres, qui ont laissé croire que M. Powell avait compromis sa situation politique sur le plan national. Loin de là, M. Powell est à l'heure actuelle le seul homme politique en Angleterre qui jouisse d'une popularité jamais connue par un leader de parti ou par un Premier-Ministre. Même aux élections municipales du mois de mai, les candidats conservateurs ont fait leur campagne sous la bannière du nationalisme traditionnel de M. Powell et il y a peu d'Anglais y



M. E. Enoch POWELL

compris ceux qui sont travaillistes, qui doutent qu'un jour M. Powell sera Premier-Ministre. Quoi qu'il en soit, dans le prochain gouvernement conservateur, il jouera un rôle prééminent.

Je suis allé voir M. Powell, non pas pour discuter avec lui de son discours de Birmingham, car ce discours-là s'inscrit dans le cadre étroit national anglais, mais pour apprendre ce que le conservateur le plus authentique et le plus moderne à la fois, pense de l'Europe et des problèmes européens qui se posent à l'Angleterre aujourd'hui.

Cet homme qui fut un temps, avant la guerre, professeur de grec à l'Université de Sydney en Australie, un érudit des disciplines classiques, qui parle couramment l'allemand et l'italien et qui, à Cambridge, a récolté plus de prix et de distinctions académiques que beaucoup de professeurs universitaires, est aussi un grand européen dans le sens communément accepté en Europe. Cet homme, qui est en train de définir la pensée politique conservatrice a eu pendant la guerre la carrière militaire la plus brillante: deuxième classe en 1939, il fut Général de brigade en 1944 et, pour tout dire, M. Powell est aussi poète. Il a enrichi la littérature anglaise de trois volumes de poèmes publiés en 1937, 1939 et 1951.

Notre entretien a duré une heure et un quart, mais après le premier quart d'heure

j'avais déjà compris son amour pour sa mission à Westminster et la droiture de son nationalisme sui generis: un nationalisme issu d'un amour passionné pour les humains et d'une compréhension presque visionnaire de sa nation et de l'esprit des autres nations. M. Powell respecte et comprend les autres nations parce qu'il aime la sienne. On dirait un de Gaulle d'outre Manche.

Quand l'Angleterre comprendra

Après lui avoir dit qu'en Europe on considère que la politique de l'Angleterre, pendant les derniers deux ou trois siècles, a été une politique non-européenne pour ne pas dire plus, après avoir expliqué qu'en Europe on n'oublie pas que l'Angleterre s'est toujours rangée du côté des grandes puissances marginales à l'Europe, comme l'Empire Ottoman, la Russie ou l'Amérique, ou bien du côté des puissances superposées à l'Europe, comme l'Autriche-Hongrie, je lui ai demandé: **Quelles seraient, selon vous, les garanties que l'Angleterre pourrait offrir aujourd'hui contre la répétition d'une politique pareille?**

reponse :

La préoccupation éternelle de la Grande Bretagne est avec la partie adjacente du Continent européen, partie qui ne doit pas lui devenir (ou dans le pire des cas, rester) hostile. Elle a donc toujours cherché un équilibre des forces dans - et au delà - de l'Europe, équilibre qui aurait pu assurer ceci. Cette attitude fondamentale a été obscurcie par trois causes:

1) *l'Empire des Indes qui a fait que «La Route des Indes» devienne une préoccupation au moins aussi importante que celle qui concerne la sécurité de la Grande Bretagne elle-même.*

2) *l'Empire mythique sur lequel «le soleil ne se couchait jamais» qui a fait que la Grande Bretagne a tourné le dos à l'Europe.*

3) *La liaison avec l'Amérique, une invention confortable, destinée philosophiquement en partie à remplacer l'Empire mythique. Quand les Britanniques comprendront que l'Empire des Indes, l'Empire Britannique et la liaison avec l'Amérique n'existent plus,*

alors il n'y aura plus besoin de garanties envers l'Europe.

Ici, comme dans d'autres circonstances, M. Powell montre que non seulement il comprend le sens des préoccupations des Européens au sujet de la politique de son pays, mais il respecte la justesse de ces préoccupations et considère qu'il est du devoir des Britanniques de «se guérir du mythe impérial», comme il me l'a affirmé, avant d'affronter les problèmes posés par l'Europe.

Question: Dans quel genre de Communauté Européenne préféreriez-vous voir entrer l'Angleterre?

réponse :

Ses caractères essentiels seraient: a) un accueil permanent des forces britanniques sur le Continent dans le sens d'une intégration dans le système européen de défense.

b) Des relations commerciales sans arrière-pensée menant, non pas à une intégration réglementée, mais à des nations liées par de libres échanges.

M. Powell n'a pas hésité à dire qu'il ne serait jamais en faveur d'une réglementation de l'Europe sous la forme d'un monolithe. L'Europe des patries serait pour lui la forme qui conviendrait le mieux à l'esprit britannique.

Les Travailleurs? de faux Européens

Je lui ai fait part du fait que beaucoup d'euro péistes ont des doutes sérieux quant à la sincérité de la conversion du gouvernement à la cause européenne et je lui ai demandé s'il serait possible de voir un jour une politique européenne britannique qui ne soit pas confondue avec celle du parti travailliste. M. Powell a commencé par m'expliquer que le parti travailliste a essayé de plagier la politique européenne des conservateurs. Il m'a aussi expliqué que le vote des députés conservateurs en faveur de la demande de M. Wilson n'a pas été un vote de confiance dans la sincérité du gouvernement, mais un vote qui signifiait le voeu des Conservateurs pour l'Europe. Pour conclure, il a dit:

Je n'accepte pas l'idée que le parti tra-

valliste ait une politique européenne sincère. Sa propre forme de socialisme archaïque est nécessairement insulaire.

Les difficultés économiques de l'Angleterre

A la question : **Quelles sont les causes des difficultés économiques de l'Angleterre?** M. Powell a commencé par m'expliquer que le soi-disant « veto » du Général de Gaulle a été à ses yeux un miroir que les Français ont mis devant les Anglais afin qu'ils puissent se voir eux-mêmes dans la lumière des réalités dont ils paraissent être si peu conscients, et il a conclu :

Les causes sont surtout: le penchant pour une parité fixe, excessivement élevée pour la Livre Sterling, parité qui est psychologiquement due à la conception mythique de l'Empire et à la croyance en une liaison permanente avec l'Amérique. C'est la conception de la Livre Sterling en tant que totem national et la zone Sterling en tant que substitut d'un empire ou d'un Commonwealth qui n'existe pas.

L'Angleterre oui ou non dans le Marché Commun?

Encouragé par la lucidité de ces déclarations, j'ai demandé : **Croyez-vous que ces difficultés pourraient être résolues par l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun ou seriez-vous plutôt d'accord qu'elles devraient être résolues avant l'entrée?**

Sa réponse à la première partie de la question fut un NON catégorique et ensuite, M. Powell a ajouté :

Je ne sais pas si ces difficultés seront jamais résolues jusqu'à ce que les Britanniques comprennent que tous leurs problèmes sont leur oeuvre propre.

M. Powell a insisté sur le fait que tous les problèmes britanniques sont la création des hommes politiques britanniques et qu'ils ne doivent pas attendre la solution du dehors. Pour lui, la guérison du mythe impérial serait le commencement de la solution.

Le Commonwealth? une expression et rien de plus

Question : **Etes-vous satisfait avec la structure politique indéfinie du Commonwealth?**

réponse :

Il n'y a pas de structure. Le Commonwealth est une expression qui désigne les territoires qui n'ont qu'une seule chose - et pas nécessairement plus d'une chose - en commun: ils ont été une fois des dominions ou des protectorats britanniques. Seuls les Britanniques donnent par un coup typique de mythification (humburg), un sens quelconque à ce mot.

* * *

Question : **Ne croyez-vous pas qu'il serait beaucoup plus facile et plus profitable pour l'Angleterre d'entrer dans une organisation atlantique de libre échange?**

réponse :

Je n'ai pas de raison de croire que les pays d'outre Atlantique pensent un seul moment à une zone de libre échange avec la Grande Bretagne ou les pays de l'EFTA.

A ce sujet, M. Powell m'avait déjà confié qu'au Canada, il avait constaté personnellement cette absence de volonté de la part des industriels canadiens d'entrer en concurrence libre avec l'industrie britannique ou européenne.

Les liaisons de l'Angleterre avec les U.S.A. vis-à-vis de l'Europe

Question : **Quel genre de liaisons croyez-vous que l'Angleterre devrait garder avec les Etats Unis en vue de son orientation vers l'Europe?**

réponse :

Nous ne devons pas décider d'avance quel genre de liaisons devrait exister, mais nous devons les traiter comme une conséquence

de toute politique que nous considérons être dans notre propre intérêt.

Pour M. Powell, les liaisons spéciales avec l'Amérique ont un caractère sentimental et sont dues en partie au fait que les mères de beaucoup d'hommes politiques britanniques, dans le passé récent, étaient Américaines. Entre deux boutades parfois aussi incisives qu'un texte latin, M. Powell m'a qu'il voudrait bien voir un jour un traité sur les conséquences sociales et politiques des mères américaines.

Au pays des sentimentaux

Au Pays des sentimentaux, le « Je sentais avant de penser » de Rousseau, A sa valeur. Pas encore curieux, les Anglais ne demandent pas d'informations sur la Communauté Européenne.

J'ai fait remarquer à M. Powell que le public britannique ne trouve pas en librairie le Traité de Rome en anglais et que la presse populaire britannique n'a jamais informé le public sur la Communauté Européenne.

réponse :

Cela n'arrivera pas avant l'événement. Les Britanniques ne parlent jamais de rien sérieusement avant que l'événement en question n'arrive.

quant à la presse populaire, il a ajouté :

Et qu'est-ce que la presse populaire publiera le jour d'après et le jour après cela et...?

M. Powell m'a expliqué qu'en matière politique, l'Anglais doit avoir d'abord sa curiosité éveillée pour qu'ensuite il veuille connaître, donc s'informer.

Pas de prédiction quant aux Pays de l'Est européen

Question : Seriez-vous d'avis que les pays de l'Europe de l'Est auraient un droit incon-

testable à devenir membres de la Communauté Européenne aussitôt que leur régime le leur permettrait?

réponse :

Je ne comprends pas la signification du « droit incontestable » dans un contexte pareil. Il me semble que ce serait inutile d'essayer de juger l'orientation politique des pays de l'est européen une décennie à l'avance.

M. Powell a insisté d'ailleurs sur ce sujet en me disant qu'en tant que nationaliste lui-même, il ne se permettrait pas de juger des destinées ou de l'orientation des autres nations.

M. Powell m'a nettement déclaré qu'il était un conservateur évolutionniste. Nationaliste dans le sens que pour lui, les horizons politiques de l'Angleterre doivent être ramenés à la dimension nationale et démocrate dans le sens qu'il reste profondément attaché aux libertés transmises à son peuple par la tradition. Européen, dans le sens qu'il reste convaincu que ces traditions font partie intégrante du patrimoine européen.

Une constitution écrite serait-elle à souhaiter?

Question : Qu'est-ce que vous pensez d'une Constitution écrite? Ne croyez-vous pas qu'une Constitution écrite aiderait l'Angleterre à sortir du système de dictature de parti à la 19-ème siècle et à s'adapter mieux à la Communauté Européenne?

réponse :

Non. Nous avons cet avantage unique de n'avoir jamais eu à commencer à nouveau, ce qui rendrait nécessaire une Constitution écrite. Les Constitutions écrites sont fatalement rigides.

En quittant M. Powell j'ai eu le sentiment d'être resté pendant plus d'une heure tête avec l'Angleterre, celle que l'on connaît si peu en Europe et pour laquelle le Général de Gaulle a montré tant de fois des égards.

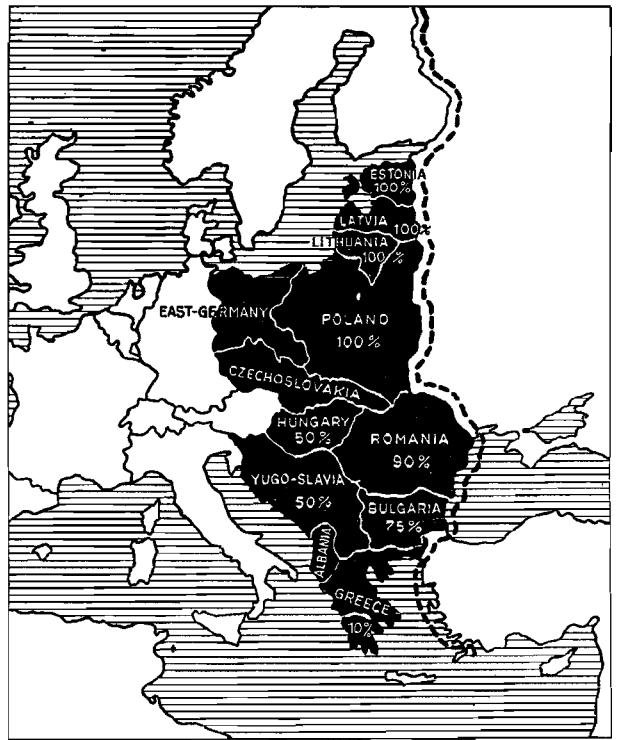
number 6

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

JUNE 1968



DE GAULLE ENVISIONS ROMANIAN ALLIANCE

Bucharest May 15 — President Charles De Gaulle today evoked the vision of a French-Romanian alliance to strive for East-West detente in Europe and create a community of "sovereign nations free from big-power domination" by the United States and Russia.

Addressing a special meeting of the Romanian Grand National Assembly on the second day of his state visit, De Gaulle also sought to reassure the Kremlin that joint action with France "will not weaken Romania's close relations with the Soviet Union" and other Communist countries.

In a passionate plea for the "right of each people to speak in their own voice, "which brought him standing ovations from the 432 Assembly deputies, De Gaulle warned that the split of Europe in two opposing camps would be perpetuated "if European countries renounced their sovereignty in a shameful manner."

Speaking from a red-carpeted rostrum in the crowded Parliament hall, De Gaulle said Europe was threatened by "a new catastrophe in a conflict between the two big powers facing each other along lines which lie well outside their own territories."

He said the existence of "sterile blocs" prevented understanding among nations and "mars solutions to Europe's own problems, most of all the German problem."

De Gaulle declared that Romania's course of independence in foreign affairs allowed the regime to have good relations with France and other Western nations "without weakening your close ties with the Soviet Union and other neighbors," with which Romania "has historic ties."

"Romania knows that France is observing the same principles—which does not mean that France has abandoned her friends while freeing herself of the burdens of Atlantic domination," he said.

The general said that in "marching side by side"—a phrase he used for the first time while visiting a Communist country—Romania and France "should give the continent an example of European nationalism for the benefit of Europe and all mankind."

He emphasized that Romania had received French help whenever she asked for it, recalling pre-Communist alliances between the two countries dating back to the French Revolution.

HUNGARY

Early Bugs in the NEM

Premier Jenő Fock analyzed the newly instituted economic reforms in an address on February 23 at Budapest Technical University. He pinpointed four weak sectors:

Production and the trade enterprises were still shy about taking advantage of the more liberal opportunities to raise or lower prices in response to supply and demand—even though market researchers strongly urged a more daring course.

Trade enterprises were timid in placing orders with industry, leaving some producers no choice but to fall back on stockpiling for want of purchases by wholesalers.

The Investment Bank—was dragging its feet on meeting justified requests for credit, despite the fact that time was of critical importance in extending credit to the enterprises.

The essential regrouping of manpower from enterprises to more efficient ones had not been started.

Fock noted, however, that supply levels showed a general improvement over 1967, that the January consumer price level dipped about one and one-half percent below the same period of 1967, and that savings deposits for the month rose by more than 1 billion forints—double the January 1967 rise. Budapest alone accounted for 30 percent of the increase, he reported.

As for the ever-present problem of stockpiling, Fock counseled more self-control, since the enterprises can no longer depend on state subsidies for the output of unsalable goods. The Premier concluded by observing that "we should permit the reform to succeed without impeding it" (Nepszabadsag, February 24).

In some areas, the market mechanism was showing its impact. Managers of the Rudabánya iron ore mine were reported at odds with two iron ore processors over the sale of the mine's output. The Diosgyor and the Ozd metallurgical works refused to meet Rudabánya's price, apparently on the ground that imported Soviet ores were cheaper. The mine's argument was that a lower price would render its operations "uneconomical." It buttressed this by pointing to a 1,500-worker payroll.

Industry consumed 3.4 million tons of iron ore in 1966, 700,00 tons of it domestically produced and the rest imported—95 percent from the Soviet Union.

The second debate involved the fixed price for aluminum wire. The Inota metalworks, using Western machines to turn out a superior product, objected to the fixed price. The factory's workers argued that the set price furnished no incentive for employing more rational production methods.

Complaining about EEC

Common Market practices were also under attack by Premier Fock. He saw in the attitude of the European Economic Community a serious threat to Hungarian exports, representing "an annual loss of many millions of dollars."

Fock urged more resourcefulness at penetrating the Common Market with goods it cannot find so cheaply elsewhere, and additional steps to include Common Market countries in a general expansion of industrial cooperation with the West. He added:

"If our trade relations require us to make contact with some of the Common Market agencies in Brussels, we should not consider this as a surrender of our principles"

During his visit to Hungary, Dutch Foreign Minister Joseph Luns pointed out that the Netherlands was doing its best to minimize restrictive measures. He reminded his hosts that the government-controlled trade enterprises of communist states must be recognized as inherently responsible for a good deal of the trading difficulties.

Dutch Minister in Budapest

Foreign Minister Joseph Luns of the Netherlands made the first postwar visit by a Dutch foreign minister to Hungary. During his four-day stay, he met with Premier Fock and also conferred on February 12 with Foreign Minister János Pintér.

Luns attended the signing of a cultural accord and one on economic, industrial and technical cooperation. A public highway transportation agreement, presumably similar to the two-year agreement he signed with Czechoslovakia in November, was reported in the offing.

Both Luns and Pintér expressed anxiety over the situation in Southeast Asia, supported the speedy conclusion of a nuclear nonproliferation pact and agreed on the importance of general

and total disarmament proposals. They agreed to develop continuous bilateral contacts, and Luns invited Peter to return the visit (Nepszabadsag, February 16).

With regard to the war in Vietnam, the Dutch Foreign Minister said that his "Hungarian colleague found chances for a political solution greatly diminished in recent weeks "but thought Hanoi still sincerely interested in talks. Both concluded that the initiative for talks now rested with the US. Summing up his impressions of his visits, Luns said that Romania, Poland Czechoslovakia and Hungary all seemed to be pursuing courses independent of the Soviet Union.

Petroleum from Persia

Hungary and Iran were reported on the verge of an important bartercredit oil agreement. The agreement, to be signed in April, called for Hungary to lend Iran \$40 million with which to buy Hungarian machinery and heavy equipment. Iran

would repay the loan by means of crude oil shipments over several years, according to a Reuters dispatch (February 24) from Teheran.

Iranian oil will be making its first appearance in Hungary. Ray cotton makes up 86 percent of Iran's exports to Hungary, which now gets 85.1 percent of its crude oil from the Soviet Union through the Friendship pipeline and the other 14.9 percent from the United Arab Republic via the Black Sea port of Constanta.

It was reported that Iranian oil deliveries could eventually enter Hungary via the Yugoslav port of Rijeka and through a still-unconstructed spur from Sisak to Nagykanizsa of the Rijeka-Zagreb-Belgrade trunk pipeline.

The course of negotiations was marked by Iranian press allegations that Mobil Oil Corp., one of nine partners in a Western consortium exploiting Iran's mayor known deposits, tried to undercut the host country by offering crude oil to Hungary at \$1.20 a barrel, 35 cents below the price set by Iran. A spokesman for Mobil categorically denied this.

BULGARIA

ON THE DIPLOMATIC FRONT

Bulgarian diplomatic were active in strengthening ties with their country's neighbors. Todor Zhivkov, Council of Ministers' chairman, went to Ankara, Turkey in March to sign the long-awaited agreement on the repatriation of Bulgarian citizens of Turkish origin to their homeland.

The visit, the first to Turkey by the ministerial chairman since 1944, followed a series of economic agreements signed in February and was expected to boost cooperation between the countries.

The terms of the repatriation agreement indicate major Bulgarian concessions to conditions set forth by Turkey. According to the agreement, which applies to those with close relatives who emigrated to Turkey before 1952, the new emigration is set for April through November 1968. Rabotnichesko Delo (February 25) reported that

émigrés can take with them, duty free, personal and household belongings and professional tools if their export is not forbidden by law. They will also be permitted to sell real estate and livestock. The daily stated that with the money from sales "the resettlers could buy and export from Bulgaria and import to Turkey all the merchandise whose import and export was not restricted."

Economic cooperation between the countries was increased after a Turkish trade delegation visited Sofia, February 10, for the signing of a new trade protocol. The next day a Bulgarian economic delegation, led by State Planning Committee Chairman Apostol Pashev, headed for Ankara. On his return to Sofia, Pashev reported that agreement had been reached to allow specialists from both countries to work out specific forms of economic cooperation in such spheres as power production, nonferrous metallurgy, machine building and other branches of industry.

THE POLISH EAG

by GEORGE FLEMMING

Collective farming was never popular in Poland, so that even in the Tatra Highlands, where there were collective traditions in such occupations as sheepherding and cheese production, only two cooperatives were ever established—and those forcibly set up in various parts of Poland fell apart after October 1956, not in a matter of days but in hours.

Those that have remained, a statistical one percent, do not for the most part resemble Soviet kolkhozes but rather prosperous farming associations. I know a few such places which have taken advantage of the state's fondness for this form of farming and are prospering by adapting themselves to export production, mainly of vegetables and flowers. Peasants are now taken by bus to visit one of these cooperatives near Warsaw so that they may see how wonderful socialized farming is, but this does not seem to increase its popularity. The cooperative I mentioned seized the right moment during the disintegration of the collectives in 1956, and the twelve families that remained (out of the original 50 or 60) formed something resembling a voluntary association. The government was so touched by the loyalty of these peasants that it offered them allowances, assistance and exemption from taxes, and finally granted them export status—and today these twelve families have a net income of eight million zlotys per year, new houses with sewage facilities, an asphalt road with electric lights, private cars, motorcycles, television sets, holy pictures on the walls, and even the name of production cooperative. If the example of this cooperative is not contagious it is only because the average peasant does not believe that this prosperity will last—what are taxes for!—nor does he have faith in generous help from the government; finally he prefers, or would prefer, to achieve such a standard on his own by more private methods.

The PGRs, or state farms, do not make effective counter-propaganda for the collective method of tilling the land. Only a few of them are profitable enterprises, and what is wasted in their fields could probably feed half of Poland. The poor management of the PGRs has beco-

me so proverbial that children who refuse to study are threatened with the thought of being sent to one. The huge PGR network in Poznan province has a yearly income of 500,000 zlotys! Small wonder that some state farms have been dissolved and their land sold to individual peasants.

THE FARMS GROW SMALLER

In this situation small private farms must be and are the basis of Polish agriculture; even Gomulka, who does not deny in principle that it would be nice to have the land collectivized is setting no time limit for collectivization and, what is most important, is reluctant to use pressure. Nevertheless the government spends much time and effort on agricultural problems. The focus is now on agricultural circles, which do not differ basically from similar circles in France or West Germany, and on placing agronomist and zootechnicians in villages as permanent advisers to private agriculture. But the conservative Polish peasant does not like to be instructed even by the best specialist; he is distrustful by nature.

The peasants' unceasing fear of collectivization and excessive taxation makes them reluctant to invest in their farms. On the whole, the countryside looks just as it did a hundred years ago. The way the peasant sees it, a new house, and God forbid a brick one, would indicate that the owner was doing well, which would be bound to come to the attention of the fiscal authorities. Therefore new houses are to be seen primarily in localities inhabited by worker-peasants, who can always point to their earnings at the factory as their source of money.

The tradition of dividing the already small family farm among all the children, most of whom have no intention of settling on the land, still prevails and gives rise to the usual legal cases over partition. The measure taken a few years ago to stop the comminution of the land by requiring that it be inherited by those who intend to remain on the farm can have practical meaning only if the peasants do not find a way of getting around it.

The average peasant tries to draw as many advantages as he can for himself out of the existing possibilities. For instance, he contracts

LE LOOKS WEST

to grow what the state wants and what gives him the most profit. In response to the needs of state-run industry, the peasants fling themselves into growing oil seed plants, medicinal herbs, tobacco or sugar beets. Single-crop farms (monocultures) are increasing by the thousand, providing good-sized profits for their owners and more free time than other forms of farming. There are swine and poultry farms, dairy farms, egg farms, and even farms producing snails, frogs and crayfish for export. Nevertheless the majority of peasants have remained with the old, traditional crops, operating mainly with a thought to their own self-sufficiency and the payment of taxes—just as their fathers and grandfathers did.

Electrification of the rural areas is progressing, although much more slowly than might be expected from the fanfare. One reason is that the peasants often act as if they were doing the state a favor by accepting electricity. This does not mean that they don't want electric power—on the contrary, they consider it due them—but they feel that the state should take care of this trifle without any effort on their part, and they refuse to help set up the poles for the power lines. Sometimes the peasants have washing machines and television sets in their homes long before power even reaches them. Such purchases often take precedence over farm machinery, because many peasants feel that if the state wants their products it should pay for the machines. And since the state cannot afford this, the Polish farm is still in the stage of "oat motorization" where a seeder will be made of cotton threads, and agricultural chemicals produced mainly in the barn...

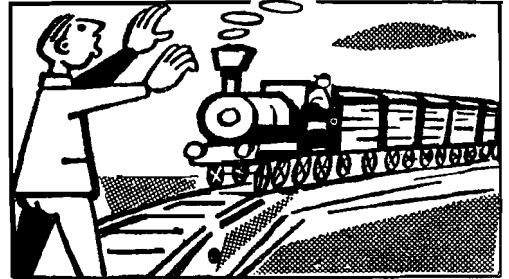
THE GERMAN BUGABOO

The official propaganda is not aimed at communizing the people but at playing upon their patriotic sentiments—always a sure thing with the Poles. This takes various forms. Military uniforms have gone back to traditional styles, and a great deal is made of the World War II battles in which Polish units took part—Narvik, Tobruk, Monte Cassino, the Battle of Britain.

Instead of trying to make the people love the Soviet Union, the authorities emphasize the political necessity of being allied to the only country



Nothing else on the shelves? Now, how do we raise sales?



Later! Take it back! We've got enough stock on hand now.



So? It's the same quality — with an increase! [in price]



You're dismissed. We don't really need maintenance men.
Hospodarske Noviny (Prague)

which has so far guaranteed Poland's western borders. Stress of the danger from West Germany has replaced the more vehement diatribes against the United States, which tend to be unpopular among people who have strong ties with their compatriots overseas.

Naturally the German problem is the paramount one for the Poles, and the incessant German agitation for reunification is not well received in a country which strove for reunification and liberation for one hundred and fifty years. The great majority of people would like to see not two but twenty Germanies.

Although East Germany is heartily disliked, and Ulbricht has not been forgiven his Moscow speech of September 1939 glorifying the destruction of "Poland of the gentry by German workers," the fact of the existence of a German state which recognizes the Polish borders and even defends Polish interests against another German state does not evoke revulsion. That the two German states do not speak to each other is their own German business.

In Poland, where there is no family that has not suffered losses at the hands of the Nazis, it is easy for the government to be pro-Soviet and anti-German—and to find eager listeners. Although the West German press is available and is read, from Poland it is difficult to see the difference between *Die Zeit* or *Frankfurter Allgemeine Zeitung* and the right-wing *Soldaten Zeitung*, which is most often quoted by the local press. The very fact that West Germany has a nationalist periodical which does not vary much in tone from the *Wölksicher Beobachter* would be enough to offend Polish sensitivities, but the situation is aggravated by reports of meetings of former SS-men and Silesian, Pomeranian and East Prussian patriots.

For the Poles, the matter is simple: Germany started the war, conducted it in a manner unknown in history, left behind millions of slaughtered people, and finally lost the war—and now, as if nothing happened, wants to return to the status quo of 1937. The fact that West Germany is included in NATO and that there are friendly relations between Germany and the US is, according to most Poles, America's greatest blunder in postwar European policy. It would prohibit Poland and Czechoslovakia from choosing to ally themselves with the US, if ever such a choice became possible. For Poland, such a choice would either mean freedom from Russia, but without the Western Territories (the Poles are convinced that the US would back the German claims, rather than the Polish ones), or else retention of these territories in dependence on and under guarantees from the USSR. Perhaps it would be different if there were a

possibility of returning to the east, but in the present situation, when the country has with great effort and sacrifice rebuilt the former German territories ravaged by the war and Soviet "evacuations," there is no other way out. This probably explains the Poles' affection for France and the plans of President de Gaulle, even if his chief partner in European policy planning is to be the Soviet Union.

All this does not change the fact that Poland feels Western; the German barrier separating Poland from its cultural brothers, France and Italy, is nothing new. The Russians, who think in symbols, realize this. Adzubei once said in Warsaw: "and your eagle still looks to the West"—which made his listeners realize that the Polish eagle indeed had his head turned to the West:

"DECENT PEOPLE AND SCOUNDRELS"

After twenty years of communist rule, the Polish population is surely less uniform than that of many west European nations. This results not only from the almost proverbial individualism of the Poles, but also from an incorrigible variety of outlooks on all phases of political, economic and social life. The old saying that "where there are two Poles there are three political parties" is still as true as ever.

The fact that three parties do exist, but there is only one political system, perhaps even intensifies the divergence in opinion.

But if there is anything that unites people all over the country regardless of their social class or profession it is the desire for a better life, a higher living standard, greater freedom. There does not seem to be much opposition to the nationalization of heavy industry or mining, but the great majority of people would be glad to see a return to private ownership in light industry, trade, the food industry, tourist services and services in general.

Approval of government policies and backing for the regime extend only so far as the policies coincide with what is felt to be in the civic and Polish interest. Other moves are unpopular, felt to be an imposition, and are therefore ridiculed.

The dividing line in Polish society is not between party and non-party members but between decent people and scoundrels, who can be found on either side. For instance, Foreign Minister Rapacki is generally considered to be a decent man while former Heavy Machine Industry Minister Julian Tokarski, high-ranking party figure Strzelecki and Finance Minister Albrecht are regarded as villains and rascals.

At one time Gomulka was looked upon as a man true to his ideology in a puritanical and prudish way, but living in an imaginary, unreal world. His humility—the way he lived for many years in three rooms of a villa in Saska Kępa [a Warsaw suburb] and took his dog for walks in Paderewski Park—was admired, as was his use of a Polish-made Warszawa car instead of the Mercedes or Buick often driven by the least important government or party official. But this admiration has passed, as has the popularity he achieved after events of October 1956.

In those days there was a rush to join the party by people who, though politically indifferent to it, were ready to offer the country their knowledge or skill and to replace those who did not know how to rule. This admirable if questionable attitude could not produce lasting results, since the October gains in freedom were slowly retracted, and the old men returned to positions of power. These men were needed by Gomulka, who has never gotten rid of his "apparatchik" complexes or his strictly provincial mentality.

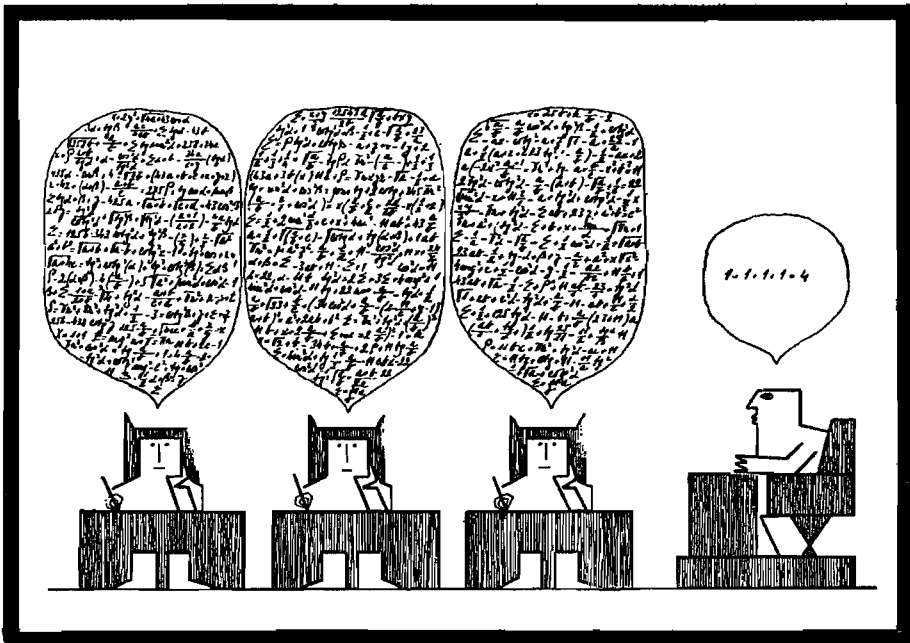
The return of Tokarski, General Kazimierz Witaszewski and others like them has put an

end to trust and made it impossible for people of broader views, and certainly also broader knowledge, to cooperate with the new-old authorities.

Today's Central Committee is peopled either with old party campaigners, who are dwindling in number, or with those who live off the dividends of Marx's Capital—opportunists, yes men, out-and-out bootlickers, or those who will do anything so long as it is dirty enough.

The people have nothing to do with all this—thirty two million people who have to, live alongside the party and the regime and live mostly in spite of them and to spite them.

The Marxists claim that only those changes are permanent which have been accomplished by the people themselves. In Poland the people did not put the present regime in power, but the changes are permanent for obvious geopolitical reasons. If the Soviet Union ceased to exist as a threat today—tomorrow there would be neither hide nor hair of the Polish communist party. If free elections were held—above all, free of political threat from without—there could be only one result: the communist would not win one seat in parliament.



HOSPODARSKE NOVINY (Prague)

ROMANIA

EDUCATIONAL REFORM: THE FINAL PHASE

The future form of Romania's general educational system emerged in two study papers published in the nation's press on February 6 and 8. The unsigned theses were thought to be the work of Deputy Education Minister Miron Constantinescu and appeared based on UNESCO researches into Western school systems. The first study proposed:

Lowering the school-starting age from seven to six, beginning next fall.

Lengthening compulsory school attendance from eight to ten years by 1973.

Extending the duration of available schooling from 11 to 12 years, and reducing the number of school hours per week from 36 to 28-30, features of Romanian education before World War II.

Other changes recommended in the first study included suggestions for the reorganization of adult evening and correspondence courses, to be tried out at some high schools, and of pre-school education (now involving 391,000 children), to be based on a five to eight-hour daily program in a new September 15-June 15 school year. The study also called for continuation of Romania's ethnic minority schools, with courses, texts and final accreditation examinations in the mother tongue.

The prime innovation is opening three options to pupils finishing their eighth year of general schooling:

Completing the remaining two compulsory years at the new ten-year general school.

Those who so choose will have the chance of going on to one of 426 new professional institutes for skilled labor training as lathe operators, laboratory technicians and the like.

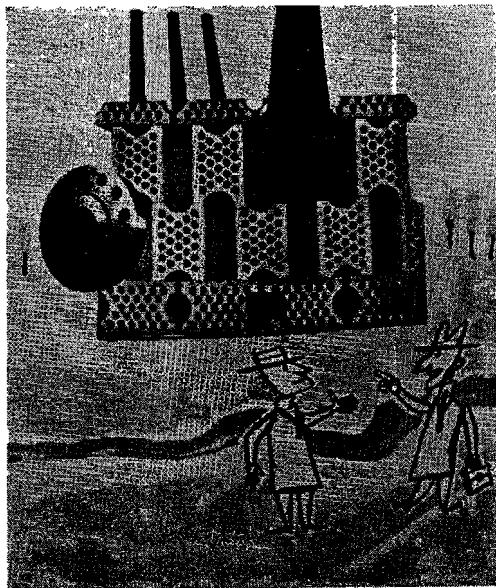
Continuing their studies at any of three kinds of four-year lyceums: the *sectia reala*, offering scientific curricula in either mathematics and physics or in chemistry and biology; the *sectia umanista*, with stress on Romanian literature, philosophy and modern languages; or the *sectia clasica*, with emphasis on Latin and Greek.

Preparing for advanced training in cybernetics, theory of information, macro-molecular chemistry, atomic physics, modern hygiene or other such disciplines at specialized four five-year lyceums. Proposals on this type of high school are not yet fully elaborated because of the present inadequacy of facilities—only 165 such lyceums are in existence with a 47,000-pupil enrol-

ment and three applications for every new vacancy.

Other suggestions included establishment of school sport clubs, the introduction of courses in civics, sex education, stenography and book-keeping, and a new course in the history of philosophy on a broader framework than Marxism-Leninism. Also advocated were the use of laboratories, record libraries, the availability of various texts in all courses and the initiation of broadcast or televised classes for those unable to attend school.

Publication of the new proposals marked the climax of efforts at reform of Romania's system of education first urged by party leader Ceausescu at the Ninth Party Congress in July 1965 and promised explicitly by him a year ago. The general education plans, like those presented on Romanian higher education by the Education Ministry last July, will be open to "public debate."



« Why isn't this new factory in operation ? »
« We haven't got a footbridge up yet. »

SZPILKI (Warsaw)

ACTIVITE

DU

MOUVEMENT EUROPEEN

Texte adopté par la Conférence de parlementaires européens « POUR UNE PLUS GRANDE EUROPE » réunie par le Conseil allemand du Mouvement Européen a Bonn, 3-4 mai 1968, Bundeshaus.

La Conférence des parlementaires européens et de représentants du Mouvement Européen réunie al Bundestag a Bonn les 3 et 4 mai 1968, a adopté les recommandations et resolutions suivantes:

I

MOTION

(adoptée à l'unanimité)

à soumettre aux parlements des pays de la Communauté et des pays désireux d'y adhérer.

Le Gouvernement est invité à prendre toutes mesures utiles pour la convocation, le plus tôt possible, d'une Conférence réunissant, avec la participation de la Commission européenne, ceux des ministres des Affaires étrangères des pays membres des Communautés européennes et des pays ayant demandé leur adhésion, qui sont prêts à y participer. Cette conférence devra résoudre la crise résultant des retards apportés à l'ouverture des négociations avec les pays candidats.

II

MOTION

(adoptée à l'unanimité)

La Conférence se félicite que les pays qui ont demandé leur adhésion à la Communauté européenne aient maintenu leur candidature. Elle les invite a baser leur politique future sur la conviction qu'ils seront admis dans la Communauté dans les meilleurs délais. Elle exprime l'espoir qu'ils participeront à tout arrangement conclu pour une coopération européenne plus étroite dans les domaines qui échappent a la compétence de la Communauté européenne.

III

MOTION

(adoptée à l'unanimité)

à soumettre aux parlements des pays membres de la Communauté.

Le Gouvernement est invité à

1) veiller à ce que les demandes d'adhésion aux Communautés européennes continuent à figurer à l'ordre du jour du Conseil des Ministres des Communautés;

2) traiter le problème de l'élargissement de la Communauté en le considérant comme un but prioritaire et impératif, tout en poursuivant le développement de la Communauté par l'utilisation au maximum de toutes les possibilités offertes par les Traités.

IV

MOTION

(adoptée à l'unanimité)

à soumettre aux parlements des pays membres de la Communauté.

Le Gouvernement est invité à

s'employer pour que soit respecté, au Conseil des Ministres des Communautés européennes, le vote à la majorité qualifiée, tel qu'il est prévu dans les Traités.

V

RECOMMANDATION

aux groupes du Parlement européen.
(adoptée à l'unanimité)

1° La Conférence invite les groupes du Parlement européen à examiner la possibilité d'organiser une coopération étroite avec

les représentants des groupes parlementaires des pays candidats à la Communauté européenne.

2° La Conférence invite le Parlement européen à examiner la possibilité d'entendre lorsqu'il délibère sur des problèmes touchant les intérêts des pays qui désirent adhérer à la Communauté, des représentants des gouvernements de ces derniers, tout comme il entend les représentants du Conseil des Ministres.

VI

RECOMMANDATION aux gouvernements

(adoptée à l'unanimité)

La Conférence se félicite des propositions formulées par les gouvernements des Etats du Benelux pour l'organisation d'une consultation et d'une coopération régulière dans tous les domaines politiques non couverts par les Traités.

Elle invite les autres gouvernements intéressés à répondre positivement à cette initiative.

VII

MOTION

(adoptée à l'unanimité moins quelques abstentions)

à soumettre aux parlements des pays membres de la Communauté.

La Conférence invite les parlements des pays membres de la Communauté européenne à procéder-même séparément-à l'élection par le suffrage universel direct de leurs représentants au Parlement européen.

VIII

MOTION

(adoptée à l'unanimité)

La Conférence propose:

1. Que des parlementaires des pays membres de la Communauté européenne et de ceux qui ont demandé leur adhésion ou une autre forme d'étroite coopération se rencontrent au moins annuellement pour délibérer sur les problèmes pendants de l'intégration européenne.

2. Que soit créé un Comité de contact doté d'un secrétariat permanent à l'effet d'assurer la continuité de la coopération interparlementaire.

3. Qu'au sein des parlements nationaux soient constitués des comités d'initiative ayant pour objet de suivre les développements de l'intégration européenne et de prendre en temps voulu toute initiative souhaitable.

4. Que cette coopération interparlementaire soit coordonnée avec les travaux des Assemblées européennes, du Mouvement et du Comité d'Action pour les Etats Unis d'Europe.

5. Que les représentants à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale et à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe saisissent l'occasion de toute session de ces Assemblées ou de leurs commissions respectives pour délibérer, dans des rencontres particulières entre représentants des pays membres de la Communauté européenne et des pays candidats, sur les initiatives parlementaires de nature à promouvoir l'élargissement de l'Europe.

6. Que le Parlement européen maintienne au premier point de son ordre du jour les demandes d'adhésion à la Communauté européenne, jusqu'à ce qu'une suite positive leur soit donnée.

La gravité des événements que nous venons de traverser et l'abondance du matériel ne nous permettent pas de publier dans ce numéro toutes les «Lettres d'Angleterre» de notre correspondant C. Michael-Titus. Nous le regrettons d'autant plus que plusieurs, concernant les réactions des britanniques anti-européens lors des désordres traversés par la France, étaient du plus haut intérêt. Nos lecteurs les trouveront dans notre prochain numéro car elles n'auront sans doute pas perdu — par malheur — leur actualité.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

*Les premières nouvelles
du secteur
récemment nationalisé*

Lors de la nationalisation de l'industrie sidérurgique, il y a à peu près un an, les Anglais se plaignaient du fait que le gouvernement était en train d'emprunter de l'argent pour acheter une industrie qui se serait mieux trouvée entre les mains des capitalistes privés au cas où elle serait déficitaire. Les Anglais se plaignaient du prix exorbitant que cette nationalisation avait coûté: 600 millions de livres. Aujourd'hui à moins d'un an depuis la nationalisation, les Anglais viennent de découvrir qu'en effet ils ne se sont trompés que du montant de la note à payer; cette note sera beaucoup plus salée que le gouvernement n'ait voulu le dire. On apprend du Sunday Express du 14 avril que l'industrie sidérurgique nationalisée, ayant enregistré de grosses pertes, vient de demander la permission du gouvernement d'arrêter le paiement des intérêts dûs sur ses dettes jusqu'à ce que les affaires de ce secteur nationalisé reprennent leur essor. La Corporation de l'Acier Britannique, compagnie d'Etat, avait pris en juillet dernier les actions des anciennes compagnies privées pour la somme de 580 millions de livres en valeur du Trésor de 6½%. Les dettes commerciales et autres dettes héritées des compagnies privées s'élevaient à environ 600 millions de livres et le total des intérêts payables sur ces dettes atteint la somme de 70 millions par an. La Corporation a aussi demandé au gouvernement de couvrir d'office 300 ou 400 millions de livres du capital dû par elle. Ceci transférerait sur le compte du Trésor, donc du contribuable britannique, une autre somme substantielle qui s'ajouterait au coût initial de la nationalisation. Les Anglais se sont donc trompés quant à la somme de 600 millions de livres, car il leur faudra y ajouter les 300 ou 400 millions que la Corporation demande au gouvernement de couvrir d'office. Ce sont des chiffres sinistres pour un pays qui doit beaucoup de millions à l'étranger, mais ces chiffres deviennent d'autant plus sinistres lorsque l'on pense qu'il s'agit de nouvelles pertes subies par une industrie clé avec laquelle le gouverne-

ment de M. Wilson voudrait entrer dans le Marché Commun.

*M. Wilson prépare
un autre
cycle d'inflation*

Tel paraît être du moins l'avis exprimé par le Sunday Express dans son article de fond du 14 avril. Selon l'auteur de cet article la nomination de Mme Castle à la tête de deux Ministères destinés à contrôler les prix et les salaires ne serait qu'une manœuvre de M. Wilson. En effet, Mme. Castle étant de l'extrême gauche, tiendrait tête à la vague de demandes d'augmentation de salaires jusqu'au moment opportun quand M. Wilson lui conseillera de lâcher prise et de céder à toute demande d'augmentation de salaires afin de refaire l'image du parti Travailleiste dans les masses populaires. L'auteur de l'article se base sur le précédent déjà fourni par M. Wilson. Il écrit: « M. Wilson l'a fait avant. Dans les mois avant les élections générales de 1966, 1.800 millions de livres furent ajoutés à la note de salaires du pays. Le résultat fut que le gouvernement a augmenté sa majorité de 4 à 97, mais le coût pour la Grande Bretagne a été la crise financière la plus grave de son histoire ».

Personne parmi ceux qui connaissent M. Wilson ne croit qu'il se résignera au rôle humiliant qu'il détient maintenant, rôle de Premier Ministre qui abuse d'un droit constitutionnel pour rester au pouvoir. Il essaiera, sans doute de faire quelque chose pour se réaffirmer et pour regagner la popularité parmi certaines catégories de la population pour lesquelles l'augmentation nominale du salaire signifiera progrès et socialisme. M. Wilson est Premier Ministre et entend y rester quelle que soit la situation dans laquelle il pourrait plonger son pays. Ni sur le plan national ni sur le plan international, M. Wilson n'a pu s'affirmer que par des actions destructrices et des intrigues qu'il a héritées des vieux clubs travaillistes du siècle passé. En Europe, M. Wilson a réussi à créer l'image la plus injuste et la plus laide que jamais l'Angle-

terre ait eue; il a réussi à raviver l'ancienne haine des Français que l'on croyait éteinte avec la fin des guerres napoléoniennes; il a embarrassé les Américains autant qu'il lui a été possible au point qu'il a fallu au président Johnson l'humilier devant le Premier Ministre soviétique afin de lui apprendre que les affaires américaines sont uniquement du ressort des Américains. A ce sujet, on apprend d'une indiscretion du Washington Post que lors de la visite du Premier soviétique à Londres M. Wilson s'était évertué à tracer un plan de paix au Vietnam avec la collaboration d'un représentant américain et qu'il avait soumis ce plan au Premier soviétique; seulement, le président Johnson a communiqué au Premier soviétique la vraie version quelques quatre heures après que celui-ci eut reçu la version de M. Wilson. D'autre part, on apprend que bien avant l'arrivée du Premier soviétique dans la capitale britannique, les Américains avaient contacté à Moscou les représentants du Nord Vietnam sans que M. Wilson le sache, bien entendu. Le Sunday Telegraph du 14 avril considère que par son attitude, le président Johnson a bien réduit M. Wilson à sa vraie proportion et que l'effet reste, même si l'intention n'y était pas.

Il faut payer de sa poche pour pouvoir travailler

Le gouvernement vient d'introduire, seulement pour un an, une taxe spéciale sur le revenu provenant d'investissements. Cette taxe spéciale sera augmentée selon le cas de 2 shillings jusqu'à 9 shillings pour chaque livre. Le Sunday Express du 7 avril nous apprend que dans le cas de certains directeurs d'entreprise et propriétaires, il leur faudra dépenser de leur poche pour pouvoir continuer leur travail de direction. C'est ainsi que le propriétaire et directeur d'une entreprise d'outillage domestique fondée il y a 21 ans et qui exporte 50% de ses produits, aura maintenant ce que l'on appelle déjà en Angleterre un revenu négatif. Pour continuer son travail de direction, le propriétaire de « Kenwood domestic appliance » devra vendre de ses actions et payer encore une taxe sur le capital gagné sur la somme réalisée par la vente de ses actions. Tel est aussi le cas du propriétaire de la firme « Quinton Hazell » pour accessoires d'automobile. Selon le journal il aurait déclaré: « Cette année je paierai le gouvernement pour le privi-

lège de travailler. Je me demande si ça en vaut la peine ».

Telles sont les réalisations du gouvernement travaillistes, qui s'inscrivent dans le programme de préparation du pays en vue de l'entrée dans la Communauté européenne. C'est au nom de ces réalisations que M. Wilson frappe continuellement à la porte de l'Europe et c'est toujours au nom de ces réalisations qu'il voudrait forcer l'assentiment des Six pour des négociations immédiates. A moins que M. Wilson veuille négocier un autre emprunt, il est difficile de voir sur quoi il pourrait baser sa demande historique d'entrer dans le Marché Commun.

L'optimisme à l'ordre du jour

Selon l'ensemble de la presse britannique, les troubles auxquels le gouvernement français fait face à l'heure actuelle et leur conséquences sur le plan économique, rendront la position de la France au sein de la Communauté européenne, plus que précaire. Le Daily Telegraph du 27 mai constate que la France se trouve à présent absolument isolée du reste du monde et même de l'Europe et que cet isolement est de nature à affaiblir la position du gouvernement français sur le plan extérieur en général et à l'intérieur de la Communauté en particulier. Cet affaiblissement, est évidemment vu du point de vue de l'Angleterre qui maintient sa demande d'entrée dans le Marché Commun. Selon le Daily Telegraph, lors de la dernière rencontre des Ministres des Affaires Etrangères des Six, Monsieur Couve de Murville se serait vu poser la question s'il ne se sentait pas inquiet de l'isolement de la France. Maintenant, après les troubles qui ont secoué la France et l'ont affaiblie, le Daily Telegraph prévoit que le Ministre des Affaires Etrangères de la Hollande posera à M. Couve de Murville la même question avec plus d'insistance et avec plus de signification.

Le même journal fait état des déclarations de M. Saragat, président de l'Italie. Selon le correspondant du Daily Telegraph à Rome, M. Saragat, dans une circonstance qui n'est pas indiquée et à une date non spécifiée, aurait déclaré que l'intégration totale de l'Angleterre dans l'Europe, épargnerait au continent un retard dans le domaine technologi-

que. Le président de l'Italie aurait reconnu que l'Angleterre a dédié une grande partie de ses ressources à la recherche scientifique et que dans plusieurs secteurs elle se trouve à l'avantgarde de la technologie moderne.

En plaçant ses commentaires sous le titre: « *On espère moins d'arrogance de la part de la France* », Le Daily Telegraph résume l'opinion générale en Angleterre où on place beaucoup d'espoir dans la réussite des adversaires de la V^eme République et où on sent que l'insurrection aboutissant au renversement immédiat du gouvernement français serait la bienvenue.

Chose curieuse, la presse britannique qui appuie les politiciens dans leur critique acerbe du discours de M. Wedgwood Benn Ministre de la Technologie, en faveur du référendum semble néanmoins placer tout son espoir dans le referendum français, qui selon elle, mettra un terme à la V^eme République en exprimant ainsi la volonté du peuple français. Il est à peine nécessaire de souligner que peu d'Anglais comprennent comment le référendum en France peut être considéré un moyen démocratique d'expression, par la même presse qui soutient que le référendum serait un instrument de dictature en Angleterre. Un haussement des épaules est la seule réponse et ce haussement traduit au fond l'apathie générale du public anglais, apathie qui fait peur à M. Wedgwood Benn, le partisan du référendum ici.

*Tout
va très bien*

On apprend du Daily Telegraph du 17 mai que l'Académie Royale de Londres enregistre à présent la plus grande vente de peintures que l'Angleterre ait connue depuis la guerre. L'Académie annonce que pendant une exposition de 12 jours 489 tableaux ont été vendus pour la somme totale de 42.355 livres.

Les vendeurs attribuent cette avalanche d'achats à la peur que les gens ont de voir la livre Sterling subir une deuxième dévaluation. Un porte-parole du magasin « *Antique Finder* » aurait déclaré: « *Les dernières trois foires antiques dans le pays ont été des ventes massives. Les gens des classes moyennes qui craignent pour leur argent liquide ou pour leur actions, veulent le mettre dans quelque chose de plus tangible.* »

*Aujourd'hui
moi
demain toi!*

Dans le Sunday Express du 19 mai, un dessin s'étale sur quatre colonnes: sur un lit d'hôpital M. Wilson reste déjà appuyé contre ses oreillers, donc un peu mieux. A sa tête la notice: « *Réservé au malade de l'Europe, Grande Bretagne* ». A ses pieds la feuille portant l'inscription: « *Ce patient est trop malade pour être admis dans l'Europe* », signé: *Dr. de Gaulle*.

Mais le dessin montre le Général de Gaulle sur une énorme civière portée par deux infirmiers, arriver à l'hôpital. Dans la légende un des infirmiers s'adresse à M. Wilson: « *Allez! Vous n'êtes pas assez malade pour être dans ce lit — il est d'ailleurs réclamé d'urgence par l'occupant précédent.* »

Ceci résume l'attitude de la presse écrite et parlée depuis que les rebellions estudiantines ont commencé en France. C'est un éclat de liesse qui célèbre avec anticipation la chute de la V^eme République. Un grand titre étalé sur toute la première page annonce dans le même journal: « *La France chancelante* », cependant que le Daily Telegraph du 18 mai publie un article intitulé: *Retour dans une France en désordre* dans lequel l'auteur donne peu de chances à la V^e République. Le Sunday Telegraph du 19 mai, sous le titre: « *Le Moi redescendu sur la terre* » salue l'écroulement de la politique de gloire nationale du Général de Gaulle. La presse populaire et boulevardière aussi bien que la presse parlée, n'hésitant pas à prendre la parti des « *insurgés* » et les épithètes appliqués au régime de la Ve République n'ont rien à envier à ceux des étudiants maoïstes.

Jamais depuis la dernière guerre mondiale, la presse britannique n'a célébré avec plus d'enthousiasme les malheurs d'un pays européen. On dirait qu'il s'agit de célébrer la déroute de l'Allemagne de 1944.

Les amis de la France, ceux qui ont confiance dans la sagesse des Français et dans l'avenir de l'Europe assistent dans l'angoisse à cette explosion de liesse, ahuris devant l'inconscience et la frénésie hystérique des hommes qui paraissent ne pas comprendre que le gouffre dans lequel ils espèrent voir disparaître la V^e République, risque d'engloutir l'avenir de beaucoup d'autres.

Les limites du cadre social
et politique des revendications estudiantines

RETOUR A LA LUCIDITE

par

MICHEL DE LA VENTOLIÈRE

Pour retrouver la lucidité au milieu de la confusion actuelle créée par les nombreux groupes d'étudiants en révolte, il faudrait revenir à l'origine des relations entre les étudiants et l'ordre social des Etats dont ces jeunes gens sont les citoyens. Cependant que la révolte en elle-même est une question presque entièrement nationale et du ressort exclusif des Etats respectifs, ses repercussions concernent l'Europe occidentale et il appartient aux européens d'essayer de contribuer au retour à la lucidité. Ceci doit être fait dans l'intérêt de tous ceux qui sont impliqués et avec le souci de tester sur la grande ligne de défense du patrimoine de notre civilisation européenne.

L'histoire de l'évolution sociale de notre continent nous enseigne que les devoirs du pouvoir constitué ne seraient pas séparés de ses devoirs envers la société proprement dite et que, par conséquent, les revendications des étudiants ne sauraient être placées ni en dehors des intérêts de la société ni au-dessus de celle-ci.

Le pouvoir constitué doit mettre à la disposition de la jeunesse tous les moyens d'instruction requis par ses aptitudes et ses inclinations. Il doit mettre ces moyens d'instruction à la disposition de la jeunesse dans les meilleures conditions dont la nation dispose, dans le cadre des intérêts nationaux et sans aucune entrave de nature matérielle, morale ou politique.

En échange, et afin de pouvoir bénéficier pleinement de ces conditions, cette jeunesse estudiantine a le devoir de maintenir un ordre constant, dans l'esprit du respect pour l'autorité académique et pour le droit de chacun de recevoir l'instruction. Elle doit aussi faire preuve de capacité académique et intellectuelle afin de recevoir l'instruction offerte par l'université.

Même avec le risque d'être accusé de simplification extrême du problème, il me semble qu'il serait juste de maintenir que la lucidité commence à partir de la reconnaissan-

ce de ces points comme limites absolues du cadre social et politique des revendications estudiantines. C'est dans ce cadre et seulement dans ces conditions que les étudiants seraient en droit de formuler des revendications que seul le sénat universitaire devrait être habilité à juger. Autrement dit, ces revendications ne devraient être ni contraires à l'esprit du respect pour l'autorité académique ni constituer un obstacle pour ceux qui chercheraient à recevoir l'instruction à laquelle ils ont le droit.

L'erreur des étudiants

Or, à l'heure où nous sommes, nous assistons à une confusion des deux côtés: les étudiants semblent avoir oublié qu'en tant que série universitaire, ils ne sont dans la vie active de leur université que pour une période de quelques années. S'ils voulaient se rappeler ce détail, ils n'auraient pas l'arrogance de proclamer des revendications à long terme, car il est à croire qu'ils sont assez intelligents pour se rendre compte que leurs aspirations d'aujourd'hui ne seront pas nécessairement celles des étudiants de demain. Ils devraient donc parler seulement pour eux-mêmes et en tenant compte qu'une réforme profonde de l'université ne doit pas être faite par les étudiants d'un jour mais pour les étudiants de toujours et ceci nécessite un peu plus d'expérience, de sagesse et d'horizon qu'en général l'étudiant, boursier de la nation, n'en peut posséder.

L'erreur des gouvernements

De son côté, le pouvoir constitué se trouve dans une permanente confusion de ses devoirs et ceci depuis la dernière guerre. L'un

après l'autre, les gouvernements occidentaux se sont acharnés à incorporer de force tous les étudiants dans des organisations monolithiques. Ils ont poussé l'ineptie jusqu'à s'en faire le commis pour percevoir les cotisations et jusqu'à mettre à la disposition de ces organisations des locaux universitaires et des moyens matériels rivalisant avec ceux des grands syndicats et des partis politiques.

Le pouvoir constitué a mis entre les mains des élus des étudiants des organisations qui ne pouvaient pas éviter de devenir des instruments de manœuvre politique et bientôt ces élus devinrent les caïds des groupements qui faute d'avoir de vrais intérêts professionnels à défendre, se sont orientés vers la politique. Rien de plus facile pour devenir une personnalité politique dans notre siècle que de se faire élire par des étudiants, qui pour la plupart s'occupent de leurs études et ne prennent pas au sérieux ce genre d'élection. Mais, une fois élu, le caïd dispose de moyens matériels, parle au nom de milliers d'étudiants et reçoit l'attention de la presse écrite et parlée comme tout chef d'organisation syndicale ou politique. Pas encore d'esprit mûr, sans expérience politique mais ambitieux et souvent cancre, le caïd ne tarde pas à se mettre à l'école des agitateurs et de se poser en destructeur de l'ordre qui le nourrit et qui attend de lui un retour de travail et d'honnêteté. Il est facile de comprendre comment la propagande anarchiste, maoïste ou anti-nationale de tous les ennemis d'un pays, de tous les égarés dans les eaux sales du cosmopolitisme soi-disant libéral, s'empare du caïd, le maîtrise et fait de lui un prophète de malheur qui n'a aucune peine à impressionner ceux qui comme lui, trouvent que les professeurs et l'ordre social sont responsable de leur incapacité académique. De là, à embrasser une cause qui paraît juste, à commettre le crime au nom de cette cause et à aveugler même des hommes d'Etat qui pensent céder à des revendications justes, il n'y a qu'un pas et ce pas-là vient d'être franchi en France, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs.

La profondeur de la confusion actuelle est si grande que ni le pouvoir constitué ni les étudiants ne paraissent se rendre compte qu'ils sont en train de préparer le meurtre des libertés qu'ils prétendent défendre.

Nous savons tous que nos universités ont besoin de réformes pour faire face non pas

aux exigences des cancre qui s'y trouvent justement à cause d'un système de sélection trop indulgent, mais afin de faire face aux exigences d'un siècle qui est le siècle des transformations vers le règne inévitable des élites.

Ces réformes ne devraient pas mener à l'abandon de la sélection académique; elles devraient mener plutôt à la réorientation de ceux qui trouvent les études universitaires au-dessus de leurs possibilités intellectuelles. Les ennemis du patrimoine européen, les cancre et les esprits faibles qui s'imaginent que le bonheur se trouve dans l'écroulement de la nation qui les nourrit, ne sont que la minorité, ne sont que l'accident de la vie estudiantine et aucun gouvernement, aucune université ne devrait envisager des réformes qui plaisent à cette catégorie.

Les gouvernements occidentaux ont le devoir de défendre l'ordre national qui est le leur, mais ils ont un autre devoir aussi impérieux que le premier: défendre à tout prix le patrimoine de la civilisation européenne chez eux, défendre l'Europe tout court. Il est du devoir de tout européen digne de ce nom de tirer la cloche d'alarme et de rappeler aux responsables de tous les pays qu'il y a aussi l'Europe à préserver. La désintégration de l'idée et de l'oeuvre européenne peut bien commencer par l'acceptation docile de ce libéralisme de nuance cosmopolite qui s'affirme sous nos yeux par les faits et les gestes des cancre et des inconscients, trop jeunes pour se rendre compte du fait qu'ils sont les instruments méprisables des forces occultes qui se débarrasseraient d'eux le lendemain de la victoire escomptée.

Il est temps de comprendre que la vague du soi-disant mécontentement des étudiants est d'inspiration non européenne sinon anti-européenne et qu'elle vise à la destruction de l'esprit national dans chaque pays, c'est-à-dire, à l'identité même de notre civilisation qui ne pourrait s'exprimer et évoluer que dans l'ensemble européen des nations.

Tout n'a pas été dit et ne le sera que lorsque les gouvernements occidentaux auront le courage d'agir au nom de la nation proprement dite, au nom des intérêts nationaux et d'affirmer les principes d'ordre démocratique en rejetant le faux libéralisme cosmopolite même en ayant recours à la violence.

A travers l'Europe et le monde

minimum

par A. P. G.

Anarchiste
rose et joufflu



Boursier de l'Etat français, né de parents juifs allemands qui trouvèrent asile en France au temps d'Hitler, joufflu et rose comme un garçon bien nourri, M. Cohn-Bendit a trouvé le moyen de faire parler de lui, aidé d'un nom ad hoc. Etudiant en sociologie, il est anarchiste, ce qui lui épargne sans doute la peine d'étudier les doctrines qui cherchent à mettre de l'ordre dans la société. Les idées de M. Cohn-Bendit sont d'ailleurs moins claires que ses origines. Il ne demande, au fond, qu'à « chahuter » comme ont fait de tout temps les étudiants du monde entier. Il fallait l'importance que nous donnons aux « jeunes » pour prendre la chose au sérieux. Nos grands-pères avaient d'autres façons de réduire les « rebelles » à la sagesse. Ils leur appliquaient un bon coup de pied là où ces garnements savaient bien qu'ils l'avaient mérité. Mais — pour paraphraser un autre étudiant, un vrai « bandit » celui-là, qui fut aussi le grand poète Villon — ...

mais où est le grand-père de M. Cohn-Bendit? Certainement pas sous l'Arc de Triomphe, dans le tombeau du soldat inconnu que M. Cohn-Bendit trouve si ridicule. Aussi ridicule que le tricolore français évidemment moins « sensa » que le chiffon rouge des « agit-prop ».

à envoyer les « matusa » que nous sommes se reposer sur les cocotiers comme il est d'usage dans certaines tribus africaines.

« Cette nation
légère et dure... »

Les « errements »
traditionnels

Chaque génération en déniche quelques uns de plus de ces errements traditionnels: la nôtre fit bonne moisson. Celle de nos fils bat de loin nos records. On le comprend: d'abord nous leur avons fait don de toutes les libertés, y compris celle de nous juger. Ne nous étonnons pas qu'ils en profitent avec la hardiesse et la présomption de leur âge. Etonnons-nous plutôt d'avoir oublié si vite les têtes brûlées que nous avons été. Il est vrai que nos parents s'étaient conduits de façon déraisonnable. Nous, nous étions si bien préparés à nos rôles d'éducateurs, que nous avions toutes raisons de croire que nos garçons et filles eussent acquis la sagesse en regardant la télévision et folâtrant à plaisir.

Le plus curieux des « errements traditionnels » que dénonceront les fils de nos fils sera sans doute l'indulgence admirative que les parents ahuris de l'ère bourgeoise nourrissent pour leur étrange progéniture, échevelée si elle est mâle, culottée si elle est fille. En tout cas bien décidée

Elle oublie aisément, mais ne pardonne pas, surtout la faiblesse. Elle tolère mal les chefs, en tout cas leur demande beaucoup; les suit aveuglément tant qu'ils la captivent, les abandonne à la moindre défaillance, sans regret, ni pitié: plutôt avec la cruauté de l'amour déçu.

Telle est la France à qui, sans doute, dans son allocution du 30 mai, le général de Gaulle n'a rien dit de plus convaincant que cette phrase concernant les politiciens de l'éventuel gouvernement appelé à lui succéder par l'« opposition » colorée non de rouge, mais de « rose »: « ...ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids qui ne serait pas lourd... »

Mais à côté de la nation « légère et dure » qui ne pardonne pas la faiblesse, promptement aux enthousiasmes comme aux reniments subits, il y a la France cartésienne. Sa lucidité l'empêche de basculer dans aventures sans lendemain. Personne, en ces jours de crise, n'a mieux représenté la France cartésienne que M. Giscard d'Estaing lorsqu'il a dit: « Personne ne peut accepter que le sort de la France soit décidé par l'agitation des uns ou le renoncement des autres ».

Dialoguons

Dialogue. un mot qui va bientôt nous donner la nausée. On a d'abord parlé d'un dialogue entre les « vieilles » et les « jeunes » générations. Puis des dialogues entre chefs de gouvernement, entre partis politiques. Aujourd'hui tous doivent dialoguer, droite et gauche, patrons et ouvriers, syndicats et gouvernements, étudiants et professeurs. Peu importe ce que l'on dira, l'essentiel est de dialoguer.

Autorité? Discipline? Deux notions surannées qui s'opposent manifestement au dialogue. Qui l'excluent. Gouverner? Oui, mais alors sans autorité ni discipline, en dialogant. On s'étonne que les mères ne pensent pas encore à dialoguer avec leurs nouveaux-nés avant de les allaiter sans leur demander si la chose leur agréait.

Nous y viendrons, n'en doutons pas. Du reste, si le dialogue était vraiment impossible, la solution est simple: on supprime l'élément qui n'est pas en mesure de dialoguer.

Il restera toujours la possibilité de monologuer. Comme ont fait de tout temps les grands hommes qui ne se souciaient pas de dialoguer avec les petits.

Débilité
ou fragilité?

Les étudiants parisiens ont prié les ouvriers français de prendre l'étendard de la révolte trop lourd pour leurs mains « fragiles ». Comme les étudiants du monde entier et comme chacun du reste, ils veulent leurs réformes. Ils n'ont pas tort. Depuis le temps des cavernes, le monde n'a progressé qu'à grands coups de réformes, dans l'outillage, le costume, la cuisine, les vo-

yages, la façon de se tenir à table ou de se couper les cheveux, dans la politique et dans la religion, et jusque dans l'amour et la manière de mettre ou ne pas mettre des enfants au monde. Malgré tant de réformes, les mains de nos enfants n'en sont pas moins, paraît-il, restées « fragiles ». Cet aveu nous étonne. D'abord, il est maladroit. Quand ces jeunes étourdis soulignent que les mains des travailleurs manuels sont mieux faites pour les durs travaux, révolutionnaires ou non, que les

mains intellectuelles, ils manquent de tact. Ensuite l'adjectif nous paraît peu clair. Faute grave de la part de jeunes gens dont beaucoup devraient étudier les lettres au lieu d'assiéger l'Odéon. S'ils voulaient parler de leur faiblesse physique, nous attendrir en nous présentant leur aspect nourrisson, ils devaient dire « débiles ». Fragilité signifie en effet « qui se brise facilement ». Mais encore: « peu stable, mal assuré ».

Adjectif peut-être révélateur après tout.

Le prix Robert Schuman

au

PROFESSEUR SICCO MANSHOLT

En présence de MM. Hoecherl, ministre fédéral de l'Agriculture, Jean Rey, président de la Commission des communautés européennes, et de M. Jean Monnet, le recteur de l'université de Bonn, le professeur Schneemelcher, a remis à Hambourg au Dr Sicco Mansholt, homme politique néerlandais, le Prix Robert Schuman 1968 de la Fondation F.V.S. Ce dernier destine la somme de 25 000 DM à la remise à neuf de la maison natale de Robert Schuman.

Le professeur Schneemelcher a loué les mérites du Dr Mansholt qui, en sa qualité de vice-président de la Commission de la C.E.E. pendant plus de dix ans, joua un rôle décisif dans la réalisation des idées de Robert Schuman. Le lauréat mit en garde contre un affaiblissement de l'autorité supranationale dans le cadre d'une structure démocratique des Communautés européennes, contre une « nationalisation » de la politique qui n'est en réalité qu'une fuite accélérée dans un passé irrévocablement disparu.

bulletin européen

Rédacteur principal: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000	Etranger . Dollars 3,-
Abonn. d'Honneur 5.000	Abonn. d'Honneur 10,-

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

LE DESORDRE

Les coups de feu qui ont tué à Los Angeles le sénateur Robert Kennedy ajoutent une victime de plus au désordre matériel et moral où nous vivons. Un désordre qui s'est déchaîné partout, comme une trainée de poudre, de l'Europe à l'Afrique et à la Chine.

Les divers Cohn-Bendit, Sirhan-Sirhan et compagnie qui au nom de révolutions politiques ou culturelles brandissent revolvers, torches incendiaires ou construisent des barricades pour mieux faire entrer leurs arguments dans la tête des autres, ne sont que les continuateurs de cette violence asiatique qui explosa en Russie en 1917 et fut érigée peu à peu en système, menaçant les bases mêmes de toute la civilisation. Les exploits d'un Staline, ancien chef de bande, de ses acolytes qui ont jeté devant les pelotons d'exécution des millions d'êtres humains innocents, les injustices organisées par ceux qui détenaient le pouvoir administratif se sont répandues dans le monde entier et ont trouvé des adeptes, isolés ou solidement



groupés, en tous lieux. Ainsi naquirent les régimes d'Hitler, de Mao, ainsi naquirent, comme systèmes de gouvernement, la violence, le crime. Dans un climat où la loi n'existe plus ou est sciemment violée, vivent à l'aise des individus comme l'« honorable » Morano en Italie, l'allemand Cohn-Bendit, le jordanien Sirhan-Sirhan etc...

« Révolution culturelle » pour la Jeunesse? Oui. Celle-ci: jeter au bûcher les « Pensées » de Lénine et de Mao, ramener dans nos écoles la saine étude des classiques, et soumettre aux méditations des adolescents les « Pensées » de Jésus, qui n'ont fait d'autres victimes que des martyrs volontaires, morts pour qu'un jour l'ordre, l'amour et la charité règnent dans le monde.

Une prière pour Bob Kennedy, une prière pour notre époque infortunée, pour notre jeunesse désorientée.

H. R.